



## Wikileaks, les Etats-Unis, la Suède et l'île du Diable

Par [William Blum](#)

Mondialisation.ca, 03 janvier 2011

[The Anti-Empire Report](#) 3 janvier 2011

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

16 décembre... Je suis debout dans la neige devant la Maison Blanche... En compagnie de Vétérans Pour la Paix... Moi, je ne suis qu'un vétéran des manifs devant la Maison Blanche ; la première en février 1965 où je distribuais des tracts contre la guerre au Vietnam. Je travaillais à l'époque au Département d'Etat et ma plus grosse crainte était qu'un membre de cette noble institution passe par là et me reconnaisse.

Cinq ans plus tard, je protestais toujours contre la guerre au Vietnam, mais je ne travaillais plus pour le Département d'Etat. Puis il y a eu le Cambodge. Et le Laos. Peu après, le Nicaragua et le Salvador. Puis le Panama est devenu la nouvelle menace contre les Etats-Unis, contre la liberté et la démocratie et tout ce que nous chérissons et il fallait donc bombarder ce pays sans pitié. Ensuite il y a eu la première guerre contre le peuple irakien, et les 78 jours de bombardements consécutifs contre la Yougoslavie. Puis ce fut au tour de l'Afghanistan de connaître les pluies d'uranium appauvri, de napalm, de bombes au phosphore et autres armes diaboliques et poussières chimiques ; puis l'Irak de nouveau. Et d'autres aussi que je n'ai pas mentionnés. Je pense détenir le record du nombre de manifestations devant la Maison Blanche.

Pendant tout ce temps, le bon peuple travailleur de l'Amérique pensait que leur pays oeuvrait pour le bien. Certains pensent encore que nous n'avons jamais déclenché de guerre, et certainement rien qui puisse être qualifié de « guerre d'agression ».

Au cours de cette même journée enneigée de décembre, Julian Assange de Wikileaks était libéré de prison à Londres et déclarait aux journalistes qu'il était plus préoccupé par une extradition vers les Etats-Unis que vers la Suède, où il est accusé de crimes « sexuels ». (1)

C'est une crainte souvent exprimée par différents politiciens et trafiquants de drogue de différents pays ces dernières années. Les Etats-Unis sont devenus la nouvelle *Ile du Diable* de l'occident. A partir du milieu du 19ème siècle et jusqu'au milieu du 20ème siècle, les prisonniers politiques étaient expédiés sur un bout de territoire français situé au large des côtes sud-américaines. Un des résidents actuels de cette version moderne de l'Ile du Diable s'appelle Bradley Manning, l'ancien analyste du renseignement US soupçonné d'avoir livré les câbles diplomatiques à Wikileaks. Manning est en détention depuis sept mois, d'abord au Koweït puis dans une base militaire en Virginie. Il risque une peine de prison à perpétuité s'il est jugé coupable... de quelque chose. Sans procès, sans jugement, on ne lui autorise qu'un minimum de contacts avec l'extérieur, ou avec les gens, ou la lumière du jour, ou les informations ; parmi les choses qui lui sont interdites on trouve un oreiller, des draps, de l'exercice physique ; son sommeil est limité et fréquemment interrompu. Lire l'article de Glenn Greenwald sur le traitement infligé à Manning et qui équivaut à de la torture. (2)

Un ami du jeune soldat dit que beaucoup de gens sont réticents à s'exprimer sur la détérioration physique et mentale de Manning à cause du harcèlement du gouvernement, sous forme de surveillance, de confiscations d'ordinateurs sans mandat et même de tentatives de corruption. « *Tout ceci a eu un tel effet d'intimidation que beaucoup n'osent pas parler en son nom.* » (3) Un développeur du logiciel utilisé par Wikileaks a été détenu pendant plusieurs heures l'été dernier par des agents fédéraux à l'aéroport de Newark, New Jersey, qui l'ont interrogé sur ses liens avec Wikileaks et Assange et aussi sur ses opinions sur les guerres en Afghanistan et en Irak. (4)

Il ne s'agit là que d'un incident mineur mais qui s'intègre dans l'instauration d'un état policier qui se poursuit depuis près d'un siècle, de la Menace Communiste des années 20 au McCarthysme des années 50 à la répression contre les manifestants pour l'Amérique centrale des années 80... renforcée par la Guerre Contre la Drogue... et désormais accélérée par la Guerre Contre le Terrorisme. Ce n'est pas le pire état policier de l'histoire, ni même le pire état policier contemporain, mais c'est quand même un état policier, et certainement l'un des plus efficaces de tous les temps. Une étude récente du *Washington Post* a révélé l'existence de 4.058 organismes « antiterroristes » différents à travers le pays, chacun avec ses propres responsabilités et sa propre juridiction. (5) La police américaine, composée d'un large éventail de services, obtient généralement ce et qui elle veut. Si les Etats-Unis réussissent à mettre la main sur Assange, sous n'importe quel prétexte juridique, vous pouvez trembler pour lui car cela pourrait bien signifier la fin définitive de sa liberté ; Ni les faits qu'on lui reproche ni ses actions supposées ou réelles ni même les textes des lois américaines n'auront plus la moindre importance car il n'y a point de furie plus grande que celle d'un Empire contrarié.

Johns Burns, correspondant en chef à l'international du *New York Times*, après avoir interviewé Assange, a déclaré : « *Il est profondément convaincu que les Etats-Unis représentent une force de mal dans le monde, qu'ils détruisent la démocratie.* » (6) Est-ce que quelqu'un qui pense ainsi mérite de faire connaissance avec les droits de l'homme tels qu'on les conçoit sur l'Île du Diable ?

Les documents de Wikileaks ne révéleront peut-être rien qui puisse bouleverser le monde, mais jour après jour ils participent à la lente mais constante érosion de la foi des gens en la pureté des intentions du gouvernement des Etats-Unis, étape indispensable pour surmonter toute une vie d'endoctrinement. Dans le passé, beaucoup plus de gens se seraient plantés devant la Maison Blanche s'ils avaient eu accès au pléthore d'information qu'on peut trouver aujourd'hui ; ce qui ne signifie pas pour autant que nous aurions pu empêcher une seule guerre car cela dépend aussi du degré de démocratie qui règne aux Etats-Unis.

Une autre conséquence de la publication de ces documents pourrait être la démystification de la réputation largement répandue de la Suède, ou du gouvernement suédois, qui serait pacifique, progressiste, neutre et indépendante. Le comportement de Stockholm à cette occasion, comme à d'autres, n'a rien à envier à celui de Londres dans le rôle de caniche des Etats-Unis, lorsqu'ils se sont alignés sur l'accusation contre Assange qui avait fréquenté des cubains anti-castristes de droite qui étaient eux-mêmes évidemment soutenus par le gouvernement des Etats-Unis. C'est cette même Suède qui a collaboré récemment avec la CIA dans les opérations d'enlèvements secrets vers des centres de torture et qui maintient 500 soldats en Afghanistan. Comparé au nombre d'habitants, la Suède qui est le premier exportateur d'armes au monde et elle participe depuis des années aux manoeuvres militaires de l'OTAN/US, dont certaines sont parfois effectuées sur son propre territoire. La gauche ferait bien de se chercher une autre nation-modèle. Cuba, peut-être ?

Et puis il y a aussi ce vieux stéréotype chez les Américains selon lequel les Suédois ont une attitude sophistiquée et tolérante à l'égard du sexe, une réputation provoquée, ou renforcée, par un film suédois de 1967 et qui avait été interdit pendant un certain temps aux Etats-Unis. Que constatons-nous aujourd'hui ? Des suédois qui lancent Interpol aux trousses d'un homme qui aurait apparemment contrarié deux femmes, peut-être parce qu'il avait couché avec les deux dans la même semaine.

Et pendant qu'ils y sont, les progressistes américains feraient bien aussi d'ouvrir les yeux sur la BBC, qu'ils perçoivent comme un média progressiste. Les Américains se font toujours embobiner par un accent britannique. Le présentateur de l'émission *BBC Today*, John Humphry, a demandé à Assange : « *Etes-vous un prédateur sexuel ?* » Assange a dit que la question était « *ridicule* », et il a ajouté « *bien-sûr que non* ». Humphry lui a ensuite demandé avec combien de femmes il avait couché. (7) Même *Fox News* ne se serait pas rabaissé à un tel niveau. J'ai regretté qu'Assange n'ait pas grandi dans les rues de Brooklyn, comme moi. Il aurait alors su exactement comment répondre à une telle question : « *En comptant votre mère ?* »

Un autre groupe qui devrait en profiter pour tirer des leçons de tout ça est celui des conspirationnistes acharnés. Plusieurs m'ont déjà écrit sur un ton narquois pour m'informer de ma naïveté pour n'avoir pas encore compris qu'Israël était en réalité derrière les fuites de Wikileaks. C'est pourquoi, me disent-ils, qu'aucun document ne mentionne Israël. J'ai dû leur apprendre que j'avais déjà vu quelques documents qui n'étaient pas flatteurs pour Israël. Depuis, j'en ai vu d'autres, et Assange, lors d'une interview par *Al Jazeera* le 23 décembre, a déclaré qu'un petit nombre seulement de documents relatifs à Israël avaient été publiés jusqu'à présent parce que les médias occidentaux qui avaient les droits de publication exclusifs sur ces documents secrets étaient réticents à publier des informations sensibles sur Israël. (Imaginez le tir de barrage qu'aurait subi *Der Spiegel* en Allemagne). « *Il y a 3.700 documents concernant Israël dont 2.700 proviennent d'Israël même,* » a dit Assange. « *Au cours des six prochains mois, nous avons l'intention d'en publier d'autres.* » (8)

Évidemment, plusieurs autres personnes m'ont aussi informé que tout ça n'était en réalité qu'un coup monté par la CIA.

## Le Droit au Secret

Nous sommes nombreux à en avoir assez des partisans d'Israël qui qualifient « d'antisémite » toute critique formulée contre la politique israélienne, ce qui n'est pratiquement jamais le cas. Examinons la définition donnée par le dictionnaire Webster : « *Antisémite. Quelqu'un qui exerce une discrimination, manifeste une hostilité ou affiche des préjugés à l'encontre des Juifs* » Remarquez qu'il n'est pas fait mention de l'état d'Israël.

Voici à quoi ressemble un véritable antisémite. Écoutons l'ancien président (des Etats-Unis) Richard Nixon : « *les Juifs sont agressifs, rudes et odieux... la plupart de nos amis Juifs... ont au fond un complexe d'infériorité qu'ils doivent compenser.* » Ceci est extrait de l'enregistrement d'une conversation à la Maison Blanche, le 13 février 1973, publié récemment. (9) Ces enregistrements, et il y en a beaucoup, représentent le Wikileaks de l'époque.

Pourtant, comme l'a souligné un éminent conservateur, Michael Medved, après la

publication des remarques de Nixon : « *Ironiquement, aucun Américain n'a fait plus pour le peuple Juif au moment décisif : après l'attaque surprise Egypto-syrienne en 1973 qui a détruit un tiers de l'aviation israélienne et tué l'équivalent Américain de 200.000 Israéliens, Nixon a ignoré le Pentagone et ordonné le réapprovisionnement immédiat en matériel. Jusqu'à ce jour, les Israéliens sont encore reconnaissants pour ce geste décisif qui a permis à l'état Juif de changer le cours de la guerre.* » (10) Alors, Richard Nixon était-il antisémite ? Et ses remarques doivent-elles rester secrètes ?

Dans une autre interview récente, on a demandé à Julian Assange s'il pensait « *qu'un état avait le droit de garder des secrets* ». Il a reconnu qu'il existe des circonstances où les institutions ont besoin de secret, « *mais cela ne signifie pas que tous les autres doivent se plier à cette nécessité. Les médias ont un devoir envers le public, celui de publier l'information que le public doit connaître.* » (11)

[rappel « *informer n'est pas une liberté pour la presse, mais un devoir* » - dixit *Le Grand Soir* - dont Assange est un fidèle lecteur. Nan, j'déconne - NDT]

J'ajouterai que le peuple Américain - plus que tout autre peuple - a besoin de savoir ce que manigance son gouvernement à travers le monde parce que son gouvernement se livre à plus d'agressions que tout autre gouvernement, qu'il est continuellement en train de bombarder et d'envoyer des hommes et des femmes pour tuer et se faire tuer. Les Américains ont besoin de savoir ce que leurs dirigeants psychopathes se disent réellement les uns aux autres au sujet de ce bain de sang. Toute bribe d'information pourrait servir comme arme pour empêcher une nouvelle guerre. Michael Moore a récemment écrit :

« *Nous avons été entraînés dans une guerre contre l'Irak par un mensonge. Il y a eu des centaines de milliers de morts. Imaginez si ceux qui avaient planifié ce crime de guerre en 2002 avait eu affaire à Wikileaks. Ils n'auraient peut-être pas réussi leur coup. La seule raison pour laquelle ils pensaient s'en sortir était qu'ils étaient protégés par le secret. Cette protection leur a été arrachée, et j'espère qu'ils ne pourront plus jamais manoeuvrer en secret.* »

Et n'oublions pas non plus, chers camarades, que nos glorieux dirigeants nous espionnent en permanence : aucune communication, par téléphone ou courrier électronique, n'est un secret pour eux ; rien dans nos comptes en banque ou dans nos chambres à coucher n'est hors de leur portée s'ils ont envie de savoir. Récemment, le FBI a effectué un raid dans des foyers du Midwest chez des militants de la solidarité avec la Palestine, la Colombie et d'autres. Les agents ont passé de nombreuses heures à passer au peigne fin chaque étagère, chaque tiroir, emportant des dizaines de cartons remplis d'objets personnels. Alors à quel genre de secret aurait droit le Département d'Etat ?

Se préparer à la vague de propagande qui s'annonce

Le 6 février marquera le centenaire de la naissance de Ronald Reagan, président des Etats-Unis de 1981 à 1989. Les conservateurs ont déjà lancé le show. Le jour de l'an, une banderole de 20 mètres sur 10 en l'honneur de Reagan flottait au milieu de la grande Parade à Pasadena, en Californie. Pour vous aider à gérer, et peut-être même à contrer, la désinformation et les omissions qui vont inonder les médias dans les prochains mois, voici quelques informations sur ce grand homme et ses splendides réussites, en commençant par la politique étrangère.

NICARAGUA : pendant 8 longues années le peuple du Nicaragua fut soumis aux attaques de l'armée mercenaire de Ronald Reagan, la *Contra*. Ce fut une guerre en bonne et due forme déclenchée par Washington et qui visait à détruire les programmes sociaux et économiques progressistes du gouvernement sandiniste - en incendiant des écoles et des cliniques, en minant les ports, en bombardant et mitraillant, en violant et en torturant... Les *Contras* étaient ces charmants *gentlemen* que Reagan appelait « les combattants de la liberté » et « l'équivalent moral de nos pères fondateurs ».

EL SALVADOR : les dissidents salvadoriens ont tenté d'agir au sein du système. Mais avec le soutien des Etats-Unis, le gouvernement a rendu toute activité impossible, en recourant constamment aux fraudes électorales et au meurtre de centaines de manifestants et grévistes. Lorsque les dissidents ont pris les armes, l'administration Carter, et ensuite et surtout l'administration Reagan, ont réagi en fournissant une aide financière et militaire illimitée au gouvernement et ses escadrons de la mort et de torture, ces derniers bénéficiant eux-mêmes de l'aide de la CIA et ses manuels sur la torture. Le personnel militaire et de la CIA participaient activement. Le résultat fut 75.000 civils morts ; toute velléité de changement écrasé dans l'oeuf, une poignée de riches qui possédaient toujours le pays et les pauvres toujours aussi pauvres, et les escadrons de la mort qui menaçaient toute dissidence. Il n'y aura aucun changement au Salvador tant que Ronnie et Nancy occuperont la Maison Blanche.

GUATEMALA : en 1954, un coup d'état organisé par la CIA renversa le gouvernement démocratiquement élu de Jacobo Arbenz, déclenchant 40 ans de règne des escadrons de la mort, de torture, de disparitions, d'exécutions massives, et une cruauté inimaginable, pour un total de 200.000 victimes - sans aucun doute un des chapitres les plus inhumaines du 20ème siècle. Pendant 8 de ces 40 ans, l'administration Reagan a joué un rôle majeur.

Le pire des dictateurs militaires était peut-être le général Efraim Rios Montt, qui a mené pratiquement un holocauste contre les Indiens et les paysans, ce qui lui a valu une condamnation internationale. En décembre 1982, Reagan a rendu visite au dictateur Guatémaltèque. Lors d'une conférence de presse des deux hommes, Rios Montt a été interrogé sur sa politique de terre brûlée. Il a répondu « *Nous n'avons pas de politique de terre brûlée. Nous avons une politique de communistes brûlés.* » Après la réunion, en réaction aux accusations d'atteintes massives aux droits de l'homme, Reagan a déclaré que Rios Montt était « mal traité » par les médias.

GRENADE : Reagan a envahi ce minuscule pays en octobre 1983, une invasion totalement illégale et immorale, drapée de mensonges (des étudiants américains en médecine étaient « en danger »). L'invasion a permis de placer au pouvoir des hommes plus compatibles avec la politique étrangère des Etats-Unis.

AFGHANISTAN : Après que l'administration Carter a provoqué une invasion Soviétique, Reagan est arrivé au pouvoir pour soutenir à fond les intégristes islamiques dans leur guerre contre les Soviétiques et le gouvernement laïque qui faisait respecter les droits des femmes. Au final, les Etats-Unis et les intégristes ont « gagné » et les femmes et le reste de l'Afghanistan ont perdu. Plus d'un million de morts, trois millions d'estropiés, cinq millions de réfugiés ; soit environ la moitié de la population. Et de nombreux intégristes islamiques antiaméricains formés et armés par les Etats-Unis et prêts à exercer leur terreur sur le monde.

« Voir les courageux combattants de la liberté afghans affronter un arsenal moderne avec

*de simples armes de poing est une source d'inspiration pour tous ceux qui aiment la liberté » a déclaré Reagan. « Leur courage nous enseigne une grande leçon - il y a des causes ici-bas qui méritent d'être défendues. Je dis, au nom de tous les Américains, que nous admirons votre bravoure, votre dévouement à la liberté, et votre lutte incessante contre vos oppresseurs. » (12)*

LA GUERRE FROIDE : En ce qui concerne le rôle présumé de Reagan dans la fin de la Guerre Froide... ce n'est qu'une pure fiction. Il l'a prolongée. Lisez l'histoire dans un de mes livres. (13)

Quelques autres exemples de l'immoralité remarquable de Ronald Wilson Reagan et le cynisme décomplexé de son administration. :

Reagan, dans son célèbre discours de 1964, « L'heure des Choix », qui l'a propulsé sur la scène politique nationale : « *On nous a dit il y a quatre ans que 17 millions de personnes se couchaient le ventre vide. Eh bien, c'était probablement vrai. Il faisaient tous un régime.* »

« *Saper la santé, la réglementation sur la sécurité et l'environnement.* Reagan décréta que de telles réglementations devaient être soumises à des analyses d'impact - des analyses favorables aux entreprises et à leurs résultats, menées par le bureau *Office of Management and Budget*. Résultat : d'innombrables réglementations positives rejetées ou revues sur les bases de conclusions pseudo-scientifiques selon lesquelles leur coût pour les sociétés privées serait supérieur aux bénéfices pour le public. »

« *Lancement de l'ère des ajustements structurels.* Ce fut sous l'influence de l'administration Reagan que le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont commencé à imposer partout le programme politique connu sous le nom d'ajustement structurel - composé de déréglementations, de privatisations, de priorité aux exportations, de coupes claires dans les dépenses sociales - qui a plongé un pays du tiers-monde après l'autre dans un désastre économique. Le chef du FMI à l'époque était honnête sur ce qui allait se passer, déclarant en 1981 que, pour les pays à faible revenus, « l'ajustement sera particulièrement couteux en termes humains ». »

« *Le Silence devant l'épidémie de SIDA.* Reagan n'a mentionné le SIDA en public qu'en 1987, alors que le SIDA avait déjà tué 19.000 personnes aux Etats-Unis. » - Russell Mokhiber and Robert Weissman (14)

« *L'élection de Reagan a changé la réalité politique.* Son programme supprimait les aides sociales de l'état, et ses budgets imposaient une grande variété de coupes claires dans les programmes sociaux. Il était par ailleurs très stratégique dans sa démarche. Une de ses premières cibles fut l'assistance juridique. Ce service, qui fournissait une assistance juridique aux personnes à faibles revenus, était composé en majorité d'avocats progressistes qui s'en servaient pour mener des batailles juridiques victorieuses contre le gouvernement. Reagan a coupé le financement du programme. Il a aussi explicitement interdit à ce service de mener des actions collectives (*Class Action Suits*) contre le gouvernement - des actions qui avaient remporté de grandes victoires en faveur des familles les plus démunies. »

« *L'affaiblissement des syndicats était aussi une priorité pour l'administration Reagan.* Les personnes nommées au *National Labor Relations Board* (agence indépendante fédérale créée en 1935 pour contrôler l'application du droit du travail - NDT) étaient plus favorables

au patronat que ceux nommés par toutes les administrations précédentes, Démocrates ou Républicaines. Cela a permis au patronat d'ignorer le code du travail en toute impunité. Reagan a aussi fait entrer dans les mœurs le licenciement des grévistes lorsqu'il a licencié les contrôleurs aériens en 1981. De nombreuses grandes sociétés lui ont rapidement emboité le pas... Il en résulta une nette diminution du taux de syndicalisation, qui est passé de près de 20 pour cent dans le secteur privé en 1980 à un peu plus de 7 pour cent en 2006. » - Dean Baker (15)

Reaganomics : une politique fiscale basée sur l'idée que « *les riches ne travaillent pas parce qu'ils n'ont pas assez d'argent tandis que les pauvres ne travaillent pas parce qu'ils en ont trop.* » - John Kenneth Galbraith

« Selon les mantras de l'Amérique de l'ère Reagan, le système chinois actuel - à la fois capitaliste et autoritaire - ne pouvait pas exister. Le Capitalisme apportait la démocratie, répétaient *ad nauseam* les apologistes du libre-commerce, les conservateurs, les fonctionnaires du gouvernement et les compagnies américaines qui faisaient des affaires en Chine. Avec un nombre suffisant de Starbucks (*chaîne de cafés - NdT*) et de McDonalds, et un choix suffisamment large pour les consommateurs, la Chine allait sûrement devenir une démocratie. » - Harold Meyerson (16)

Tout au long du début et jusqu'au milieu des années 80, l'administration Reagan déclarait que les Russes répandaient des produits chimiques partout sur le Laos, le Cambodge et l'Afghanistan - la soi-disant « pluie jaune » - et avaient provoqué plus de 10.000 morts rien qu'en 1982, (dont, en Afghanistan, 3.042 morts attribués à 47 incidents distincts entre l'été de 1979 et l'été de 1981, pour vous dire si l'information était précise...). Le Président Reagan dénonça en personne l'Union Soviétique à plus de 15 reprises dans des documents et des discours. La « pluie jaune », en réalité, n'était que des déjections chargées de pollen produites par d'énormes essaims d'abeilles qui volaient en altitude. (17)

Les célèbres déclarations de Reagan, bis : l'affaire *Contragate* (un scandale de vente illégale d'armes à l'Iran pour permettre le financement de la guerre des Contras contre le gouvernement Nicaraguayen après que le Congrès US a coupé le financement des Contras) peut se résumer ainsi :

- je n'étais pas au courant
- si j'étais au courant, je n'en savais pas assez
- si j'en savais assez, je l'ai su trop tard
- si je l'ai su à temps, ce n'était pas illégal
- si c'était illégal, la loi ne s'appliquait pas dans mon cas
- si la loi s'appliquait dans mon cas, je n'étais pas au courant

Article original en anglais : [Wikileaks, the United States, Sweden, and Devil's Island](#)

Traduction VD pour [le Grand Soir](#)

Notes

1. Sunday Telegraph (Australia), December 19, 2010

2. Salon.com, December 15, 2010, « The inhumane conditions of Bradley Manning's detention ». See also his attorney's account of Manning's typical day ; and Washington Post, December 16, 2010

3. The Guardian (London), December 17, 2010
4. New York Times, December 19, 2010
5. Washington Post, December 20, 2010
6. Diane Rehm show, National Public Radio, Dec. 9, 201
7. The Guardian (London), December 21, 2010
8. Information Clearing House, December 23 2010, « WikiLeaks to Release Israel Documents in Six Months
9. Washington Post, December 12, 2010
10. From Medved's radio show, December 14, 2010 ; « Nixon : The Anti-Semitic Savior of Israel »
11. Al Jazeera, December 22 2010, Frost Over the World : Julian Assange interview
12. March 21, 1983, in the White House
13. « Killing Hope : US Military and CIA Interventions Since World War II », p.17-18. Also for the five countries listed above, see the respective chapters in this book.
14. June, 2004 ; Mokhiber is editor of Corporate Crime Reporter ; Weissman, editor of the Multinational Monitor, both in Washington, D.C.
15. April, 2007 ; Baker is Co-Director of the Center for Economic and Policy Research, Washington, DC
16. Washington Post columnist, June 3, 2009
17. « Killing Hope », p.349

La source originale de cet article est [The Anti-Empire Report](#)  
Copyright © [William Blum](#), [The Anti-Empire Report](#), 2011

---

Articles Par : [William Blum](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)



[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)